



Union des Syndicats CGT de la Corse du Sud

Résidence " U Piopu " Bât E, rue du Cdt Biancamaria - 20000 AJACCIO
Tel : 04 95 10 50 70. Fax : 04 95 20 65 64

COMMUNIQUE

***Pour un service public
Pour une fonction publique***

encore plus et mieux au service de tous...

Après l'amendement Balladur d'août 1993 pour les salariés du privé, après la loi Fillon de 2003 dans la fonction publique, le gouvernement Sarkozy/Fillon attaque le dernier volet de la **remise en cause des systèmes de retraite : les régimes spéciaux**.

En 15 ans (1993/2007), c'est la dernière étape d'un recul social sans précédent pour tous les salariés qui sera ainsi bouclée, si la mobilisation sociale n'y met pas fin.

Dans le même temps, le Président Sarkozy revient sur ses engagements initiaux et confirme la **privatisation de GDF** avec son cortège de mauvais coups à venir pour le pouvoir d'achat de la population (franchises médicales, absence de revalorisation du SMIC, ...).

Après ses déclarations du 19/09 et celles de Fillon, Woerth et Santini du 1^{er}/10, les objectifs de **régression sociale affichés pour la fonction publique** rentrent dans leur phase de mise en œuvre.

Poursuite des pertes de pouvoir d'achat (- 7% depuis 2000) et réduction massive des missions et des effectifs, engendrent moins de service public et moins de débouchés d'emplois pour les jeunes.

Les attaques frontales contre les droits statutaires des fonctionnaires, qui sont des garanties pour l'égalité de traitement des citoyens, sont également des remises en cause des droits des citoyens (renforcement du clientélisme, et du clanisme).

C'est pourquoi l'UD-CGT de la Corse du Sud appelle tous les agents publics à participer massivement à la journée nationale de grève et de manifestation du 18 octobre, et à poursuivre cette mobilisation, le 31 octobre, lors du Conseil des Ministres décentralisé.

Pour :

- une véritable réforme solidaire des retraites incluant des contributions à son financement, assises sur les revenus financiers des entreprises, et une modulation des cotisations en fonction du secteur d'activité (taux majoré pour les entreprises qui multiplient les emplois précaires et réduisent leur masse salariale), ainsi que l'abandon des attaques contre les régimes spéciaux ;
- l'abandon de la privatisation de GDF ;
- l'arrêt des suppressions d'emplois et des abandons de missions dans la fonction publique, ainsi que la titularisation des non-titulaires ;
- le rattrapage immédiat du pouvoir d'achat des fonctionnaires et agents publics
- La préservation et l'amélioration du statut des fonctionnaires dans un souci d'intérêt général.

**Tous ensemble dans l'action
Rassemblement devant la Préfecture d'Ajaccio
Le 18 Octobre, à 10 heures.**

Ajaccio, le 15 octobre 2007.
Le Secrétaire Général de l'UD-CGT 2A
Jean Michel BIONDI